



Perspectives chinoises

2016/1 | 2016

Document : La réforme avortée de Deng Xiaoping en 1975-1976

Michael T. Rock et Michael A. Toman, *China's Technological Catch-Up Strategy. Industrial Development, Energy Efficiency, and CO₂ Emissions*

New York, Oxford, Oxford University Press, 2015, 274 p.

Jean-Paul Maréchal



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7330>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2016

Pagination : 72-73

ISBN : 979-10-91019-18-7

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

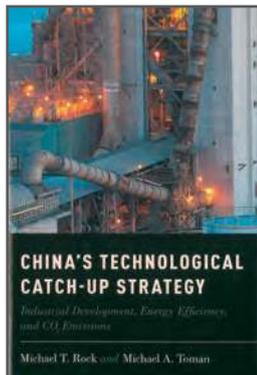
Jean-Paul Maréchal, « Michael T. Rock et Michael A. Toman, *China's Technological Catch-Up Strategy. Industrial Development, Energy Efficiency, and CO₂ Emissions* », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2016/1 | 2016, mis en ligne le 15 mars 2016, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7330>

naut de femmes. L'auteure ouvre les prémisses d'une recherche sur les modes d'anxiété et de défense des femmes appartenant à la société chinoise actuelle. N'étant plus instituées par la parole du père symbolique comme à l'époque maoïste, c'est à travers leurs fils et à leur corps défendant qu'elles se réalisent.

La conclusion de l'ouvrage analyse la spécificité des relations entre l'État-Parti et le marché, le marché et la question éthique exprimée dans les revendications « à la base » des citoyens. Cette réflexion situe l'expérience chinoise dans un cadre plus large et nous interroge sur l'unité structurante des deux faces inconciliables de notre nouvelle historicité : l'opposition entre une économie financière globalisée d'une part et les exigences et les droits du sujet humain de l'autre, signant les tensions, les pratiques et la nature des conflits où paradoxalement le sujet de droits est à la fois un objet de marché et le sujet de l'éthique.

Les groupes, les catégories et les mobilisations collectives présentés dans cet ouvrage font fortement référence à une éthique de la conviction et de la responsabilité. Citoyens/volontaires, ils sont le sel de la terre et construisent la société civile de demain. L'approche anthropologique de Monique Selim a eu ceci de particulier de nous introduire au plus près de leur capacité de voir et d'analyser, les laissant formuler ce qui les menace et la panoplie des manières de faire reconnaître leurs droits.

■ Nicole Khouri est sociologue et chercheuse associée à l'IMAF (Institut des Mondes Africains), UMR 8171, Paris et au CEa (Centro de estudos sobre Africa, Asia e America Latina), Université de Lisbonne, Portugal (khouri.n@wanadoo.fr).



Michael T. Rock and Michael A. Toman, China's Technological Catch-Up Strategy: Industrial Development, Energy Efficiency, and CO₂ Emissions, New York, Oxford, Oxford University Press, 2015, 274 p.

JEAN-PAUL MARÉCHAL

La première décennie du XXI^e siècle a vu la Chine devenir la deuxième économie, le premier émetteur de dioxyde de carbone et le premier consommateur d'énergie de la planète. L'avenir du climat terrestre dépend donc pour une large part de l'évolution de l'économie chinoise.

D'où l'intérêt du livre de Michael T. Rock et Michael A. Toman qui fait le point sur l'évolution de quatre branches industrielles – l'aluminium, le ciment, le fer et l'acier et, enfin, le papier – qui ont largement contribué (au moins pour les trois premières) à la transformation du pays et comptent parmi les plus émettrices de CO₂ de l'économie chinoise. En effet, si l'industrie dans son ensemble compte pour 60 % des émissions chinoises de CO₂, les quatre branches citées représentent presque 60 % des émissions d'origine industrielle. *China's Technological Catch-Up Strategy* vise donc à comprendre – à travers l'examen de ces quatre branches fortement

consommatrices d'énergie – l'impact de l'apprentissage technologique sur l'efficacité énergétique et l'intensité en CO₂ de l'économie chinoise.

Ce que l'on constate d'emblée c'est l'amélioration de l'efficacité énergétique de l'économie chinoise au cours des trois dernières décennies. Qu'on en juge : entre 1980 et 2010 l'intensité en CO₂ de l'économie chinoise est passée de 9 à 3 kg de CO₂ par dollar de PIB créé tandis que celle de l'industrie chutait de 18 à un peu plus de 3 kg.

Une telle évolution a été rendue possible par des politiques publiques volontaristes. Ainsi, dès le début des années 1980, le pouvoir instaure des critères d'efficacité énergétique dans un certain nombre de secteurs industriels et inclut le respect de ces critères dans les grilles d'évaluation des cadres. La Chine inaugure en fait une politique de restructurations industrielles qui a notamment pris la forme d'un vaste programme de fusions et acquisitions désigné par le slogan « garder les grandes [firmes] et laisser les petites ». Malgré certaines difficultés de mise en œuvre, cette stratégie de modernisation a transformé en profondeur les quatre branches industrielles étudiées dans ce livre.

Et c'est ainsi qu'entre 1985 et 2010, l'intensité en CO₂ de la production de ciment a diminué de 36 % (p. 69), celle de fer et d'acier de 64 % (p. 105), celle d'aluminium de 49 % (p. 145) et celle du papier de 57 % (p. 182). Les différences entre les niveaux de rejets obtenus et ceux qui auraient correspondu au scénario de référence sont considérables. Ainsi, en 2010, les cimenteries ont de cette façon évité de rejeter dans l'atmosphère 904 millions de tonnes de CO₂ (p. 70), les établissements produisant du fer et de l'acier environ 2,5 milliards de tonnes (p. 106), les usines d'aluminium à peu près 175 millions de tonnes (p. 135) et l'industrie papetière environ 185 millions de tonnes (p. 179).

Ce que les auteurs écrivent à propos de la production de ciment est repris quasiment mot pour mot dans les chapitres consacrés aux trois autres branches et résume bien les conclusions du livre. Pour Michael Rock et Michael Toman, tous ces progrès n'auraient en effet pas « été possibles sans un gouvernement central fort engagé dans une approche pragmatique du développement industriel et de l'apprentissage technologique rapide dans les industries fortement consommatrices d'énergie » (p. 73).

Les résultats obtenus par l'étude détaillée des quatre branches sont confirmés par des études statistiques présentées par les auteurs. Elles permettent de démontrer qu'un prix élevé de l'énergie joint à des investissements dans de nouvelles technologies et à la constitution de firmes de grande taille a conduit à une diminution de l'intensité énergétique (p. 208).

Naturellement cela ne signifie pas que les émissions de CO₂ ont baissé en valeur absolue mais simplement que s'est opéré un découplage entre la croissance du PIB et celle des émissions de gaz à effet de serre. De fait, entre 1971 et 2011, le PIB chinois a été multiplié par 33, passant de 127 milliards de dollars à 4 195 milliards de dollars, soit un taux de croissance moyen annuel légèrement supérieur à 9,2 %, alors que dans le même temps la consommation d'énergie passait de 392 millions de tonnes équivalent pétrole à 2,727 milliards, soit une multiplication par 6,9 et un taux de croissance de presque 5 %. On comprend mieux dans ces conditions pourquoi dans les négociations climatiques la Chine insiste systématiquement sur la nécessité de prendre en compte les indicateurs d'intensité. Parmi les objectifs du 12^e Plan quinquennal (2011-2015), figurait ainsi l'objectif de diminution de 11 % des émissions de CO₂ par unité de PIB⁽¹⁾.

1. Pour plus de détails sur ces chiffres, voir Jean-Paul Maréchal, « La Chine et le climat. Mur de l'environnement et bras de fer sino-américain », in Pierre Alary et Elsa Lafaye de Micheaux (éd.), *Capitalismes asiatiques et puissance chinoise*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 95 et 107.

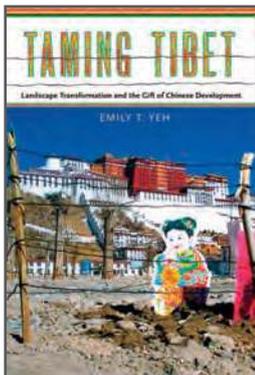
La Chine est désormais, de loin et sans doute pour très longtemps, le premier émetteur de CO₂ de la planète. Avec 10,3 milliards de tonnes de rejets elle représente près du tiers des émissions mondiales (35,3 milliards de tonnes). Par ailleurs, les émissions par tête chinoises avoisinent les 8 tonnes, c'est-à-dire le niveau observé dans l'Union européenne à 28 (la France étant légèrement au-dessus de 5 tonnes).

Naturellement, certains de ces chiffres doivent être interprétés avec précaution. En effet, au début du mois de novembre 2015, on apprenait que Pékin avait massivement sous-estimé sa consommation de charbon entre 2000 et 2012. Résultat : pour cette dernière année par exemple, les émissions chinoises de CO₂ ont dû être réévaluées d'un milliard de tonnes⁽²⁾, c'est-à-dire presque trois fois la totalité des émissions françaises ! Rien de bien surprenant dans cette découverte, un article paru en 2012 montrait, en se fondant sur les données fournies par les départements de statistiques de niveau local, qu'en 2010 la Chine aurait émis 1,4 milliard de tonne de CO₂ de plus qu'elle ne le déclarait⁽³⁾.

Avec ses analyses fouillées, ses nombreux graphiques, tableaux et exemples concrets, le livre de Michael T. Rock et Michael A. Toman constitue une contribution intéressante à un débat qui n'est pas près de trouver sa conclusion.

■ **Jean-Paul Maréchal est maître de conférences en science économique, Université Paris-Sud (marechal.jean-paul@wanadoo.fr).**

- Chris Buckley, « China Burns Much More Coal Than Reported, Complicating Climate Talks », *The New York Times*, 3 novembre 2015.
- Dabo Guan, Zhu Liu, Yong Geng, Sören Lindner et Klaus Hubacek, « The Gigatonne Gap in China's Carbon Dioxide Inventories », *Nature Climate Change*, n° 2, 2012, p. 672-675.



Emily T. Yeh,
Taming Tibet: Landscape Transformation and the Gift of Chinese Development,
Ithaca, Londres, Cornell University Press, 2013, 344 p.

VALENTINA PUNZI

L'analyse du développement économique de l'Ouest de la Chine s'est généralement cantonnée à l'étude des plans mis en œuvre par le gouvernement central depuis la période des réformes des années 1980, réformes qui se sont intensifiées pendant la dernière décennie. En conséquence, le « Programme de développement de l'Ouest » de la Chine (*Xibu da kaifa*), initié en 2000, et la mesure plus récente « Une ceinture, une route » (*Yidai yilu*), mise en œuvre à partir de 2014, ont été souvent considérés par erreur, comme des émergences spontanées, en omettant de prendre en compte d'importants projets de développement antérieurs, datant des années 1950.

Le travail d'Emily Yeh, *Taming Tibet: Landscape Transformation and the Gift of Chinese Development*, contribue à éclairer cet angle mort grâce à une excellente étude monographique du développement de la ville de Lhassa et de ses environs, sur une longue période comprise entre les années

1950 et 2000. À travers un compte-rendu détaillé des changements des politiques menées par les autorités chinoises pendant cette période, elle analyse les interactions entre les transformations physiques, économiques et sociales qui ont affecté la capitale historique et religieuse du Tibet.

Le principal argument de l'ouvrage repose sur l'idée selon laquelle les stratégies de développement des entreprises d'État chinoises ont d'emblée été conçues comme des actes de bienveillance à l'égard des Tibétains et que le développement lui-même leur était « offert » comme un don qu'ils ne pouvaient refuser afin d'établir et renforcer la domination nationale au Tibet. En faisant référence à la théorie maussienne du don, l'auteur soutient qu'à travers son apparent désintéressement, le développement « à la chinoise » est un don qui engendre des obligations et un sentiment de dette de la part des Tibétains, et s'accompagne de fortes attentes implicites d'une réciprocité incarnée par la gratitude et la loyauté.

Basée sur des sources historiques, des analyses des politiques mises en œuvre et un travail de terrain ethnographique, l'étude d'Emily Yeh met au jour comment le développement a été déployé comme principe théorique et stratégie appliquée visant à incorporer le territoire et les habitants du Tibet à la nation chinoise. Dans ce sens, l'objectif de tous les projets de développement chinois entrepris depuis les années 1950 vise à soutenir un discours hégémonique qui – au-delà de ses buts purement économiques – admet, et en réalité exige, que les Tibétains apprécient le don.

Le livre décrit les conséquences des différents projets de développement et éclaire les dynamiques sociales et économiques des interactions entre les Tibétains, l'État, le territoire, et les migrants Han arrivés au cours de ces 60 dernières années. L'auteur identifie trois phases dans l'intervention du gouvernement au Tibet, et plus précisément à Lhassa. Chacune se caractérise par une attention particulière apportée au développement d'un élément spécifique : les fermes d'État, les serres, et enfin la construction de logements. Le récit est articulé autour de ces trois thématiques et phases qui ont pour noms évocateurs « Soil » (Terre), « Plastic » (Plastique) et « Concrete » (Béton) et qui ont, au fil du temps, reconfiguré Lhassa, ville originellement centre du Tibet, en une périphérie géographique, culturelle et économique en besoin de développement.

La première partie, « Soil », aborde la première phase de développement (1950-1980) et les premières transformations du paysage tibétain par l'institution de fermes d'État, avec l'introduction de nouveaux modes de production agricole et la première mise en culture de la terre qui a impliqué les efforts conjoints de l'armée chinoise et des autochtones. Ces premières années constituent la meilleure période de l'histoire de la région du point de vue des relations entre le centre et la périphérie : l'enthousiasme que partageaient les soldats Han et les autochtones qui travaillaient dans les fermes d'État expliquait l'existence de relations interethniques relativement bonnes, avant que ces dernières ne se dégradent en raison des progrès rapides de la conquête symbolique et réelle du territoire.

Cette partie de l'ouvrage met au jour de nombreux souvenirs de cette période qui ont été souvent passés sous silence par les communautés tibétaines en exil, parmi lesquels l'amélioration de l'égalité des sexes qui a été rendue possible par la participation des femmes au travail de la terre. Des extraits d'entretiens et des souvenirs éclairent et contextualisent la reconstruction historique de cette partie du livre ainsi que des deux parties suivantes : l'aller-retour incessant entre des exemples concrets de parcours de vie et des problèmes politiques plus larges présente au lecteur un récit complexe et complet, et l'alternance entre la perspective micro et la perspective macro renforce la justesse de l'analyse politique et historique.